

Bruno Julliard à Saint-Etienne :

le compte-rendu du débat

Vendredi 16 mars dernier, Bruno Julliard, Adjoint au Maire de Paris, ancien Président de l'UNEF, Secrétaire National du Parti Socialiste chargé des questions d'éducation et responsable du 1^{er} degré au sein du « pôle éducation » de l'équipe de campagne de François Hollande, était présent à Saint-Etienne.

Après s'être rendu à la manifestation organisée par des parents d'élèves devant la Préfecture de la Loire, au moment où se réunissait le CDEN, Bruno Julliard a co-animé avec Myriam Ulmer et Régis Juanico, une réunion publique lors de laquelle ont été développées les propositions de François Hollande pour l'éducation.

Voici le compte-rendu de cette réunion qui a réuni près de 200 personnes à l'Amicale Laïque de la Chaléassière :



Myriam ULMER, adjointe au Maire de Saint-Etienne en charge de l'éducation et de la petite enfance, a accueilli les participants en présentant brièvement les principaux axes de la politique municipale en la matière depuis 2008 :

- **bâtiments scolaires** : un gros effort a été consenti avec un budget d'investissement multiplié par trois par rapport à la précédente mandature ;
- **petite enfance** : pour pallier le désengagement de l'Education Nationale en matière d'accueil des enfants de moins de trois ans, la Mairie a ouvert deux jardins d'enfants (soit 70 places) et 100 nouvelles places de crèche ;

- **la commission extramunicipale** a fait ressortir la nécessité de travailler sur les rythmes scolaires. Le seul levier dont dispose la commune en la matière, c'est la pause de midi : les personnels d'encadrement ont donc reçu une formation pour en faire un vrai temps de repos et de relaxation pour les enfants ;
- **bio et circuits courts à la cantine** : Saint-Etienne est sur cette politique la première ville en France.

En conclusion, Myriam ULMER relevait que, si la commune fait tout ce qu'elle peut, elle attend beaucoup d'un changement au niveau national pour améliorer la situation.

Bruno JULLIARD :

François Hollande a décidé de faire de la jeunesse et de l'éducation sa première priorité. C'est courageux car c'est une politique d'investissement de long terme, dont on recueille rarement le bénéfice politique au cours du mandat.

L'importance de l'éducation est centrale dans notre société. En elle se situe la réponse à une triple crise :

- Crise sociale = le service public est le bien commun, le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. L'École en particulier représente un espoir fondamental pour ceux qui souffrent, notamment en termes d'ascension sociale.
- Crise économique = si notre pays n'investit plus dans l'innovation, la recherche, il ratera le coche de la compétitivité.
- Crise culturelle = l'intelligence, les savoirs, la lutte contre les obscurantismes sont la réponse à la crise d'identité qui frappe notre pays (cf. les propos de Guéant ou de Morano).

C'est un véritable choix de civilisation, qui repose sur le refus du tout marchand.

- État des lieux de l'école :

La droite a enfoncé l'École dans la crise par sa politique de suppression massive de moyens. Ce sont d'abord les postes moins visibles qui ont été touchés : médecins et infirmières scolaires, RASED, CMPP... Puis, malgré la promesse de Nicolas Sarkozy en juin 2011, les fermetures de classes se poursuivent. La fin de la carte scolaire se traduit par davantage de ségrégation sociale et scolaire. La formation initiale des enseignants a été supprimée : casse que les enfants vont payer de longues années.

La droite veut encore amplifier la crise structurelle que connaît l'École. Le projet du candidat sortant, c'est le moins-disant éducatif, autoritaire, concurrentiel, appauvri. Il a clairement la volonté d'un peuple moins éduqué, moins critique.

Mais constat : la crise a des racines plus profondes.

- **Un projet de rupture :**

Face à cette situation, un simple retour en arrière sur les réformes de la droite ne suffira pas, l'augmentation des postes non plus.

Il est nécessaire d'opérer une véritable rupture au regard des défauts structurels de l'Ecole telle qu'elle existe aujourd'hui : le tri social et scolaire qu'elle opère, l'orientation par l'échec, la sélection des élites, le stress généré (nos enfants sont les plus stressés de l'OCDE).

On ne peut plus se contenter d'aménagements à la marge, il faut changer le cœur du système : ses missions et son organisation.

François Hollande propose un nouveau Pacte éducatif, négocié et ambitieux, avec pour objectif : l'école de la réussite de tous et non de la sélection à tous les étages.

- **Les principaux axes de ce projet :**

1. Priorité absolue au primaire :

C'est là que beaucoup se joue et pourtant l'investissement de notre pays est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE.

A la fois priorité budgétaire : recréer des postes, des RASED, diminuer le nombre d'enfants par classe, favoriser l'accueil des deux ans (objectif 30 % des moins de trois ans à la maternelle, soit trois fois plus qu'aujourd'hui).

Et objectifs qualitatifs:

- supprimer la semaine de 4 jours, en remettant *a priori* cours le mercredi matin et en allongeant un peu l'année scolaire ;
- permettre des mesures pédagogiques innovantes : là où il y en a besoin, il faudra mettre plus d'enseignants que de classes, afin de permettre le soutien aux jeunes enseignants, le décroisement, l'accompagnement individualisé..., et donner du pouvoir d'agir aux équipes éducatives.
- renforcer la politique des cycles pour limiter drastiquement le redoublement.

2. Education prioritaire (ZEP) :

Il faut donner vraiment plus à ceux qui ont besoin de plus. Il faudra aussi renforcer l'autonomie pédagogique des équipes pour une pédagogie plus individualisée.

Il faut refaire de la mixité sociale : le déplacement de certains collèges de quartier, en lien avec les Conseils généraux, sera nécessaire, afin de permettre des recrutements plus diversifiés socialement. L'école privée, à qui il est demandé fort peu de contreparties au financement public qu'elle reçoit, et qui est directement en concurrence avec le public, devra aussi y contribuer.

3. Rétablissement de la formation des enseignants :

Non seulement la formation initiale: maintien du principe de la maîtrise (reconnaissance niveau bac+5) mais en changeant le contenu.

Mais aussi, la formation continue : obligatoire, qualité, mobilité.

Aujourd'hui on déplore un gros retard sur les recherches pédagogiques, en Sciences de l'éducation dans notre pays. Il faudra y remédier.

4. Métiers de l'Éducation :

Rien n'est possible sans la restauration de la confiance entre l'État et les enseignants. Nous ne réformerons pas l'École sans les enseignants et les professionnels de l'Éducation. Il faudra éviter les erreurs qu'a commises la Gauche elle-même dans le passé (notamment le « mammoth », commis par Claude Allègre, dont on se réjouit qu'il ait rallié Sarkozy).

Il faut revaloriser ce métier qui a été trop dévalorisé. Aujourd'hui le nombre de candidats est insuffisant pour remplacer un départ sur deux à la retraite !

Il y aura dès l'été, une grande négociation pour une loi d'orientation autour notamment de :

- une revalorisation salariale pour une amélioration sensible des revenus des enseignants,
- une modernisation des missions.

- **Un défi immense**

François Hollande en a conscience et veut être jugé en fin de quinquennat sur sa capacité à améliorer la situation de la jeunesse et notamment de l'École.

Il faudra redonner son vrai sens au mot « réforme », dont la droite a fait depuis un synonyme de régression. Aucune des réformes que mènera François Hollande dans l'Éducation n'aura pour objectif des économies budgétaires.



Régis JUANICO :

L'Éducation est, avec l'emploi, la santé, le pouvoir d'achat et le logement, au cœur des préoccupations des Français, d'où l'importance de consacrer une soirée sur ce thème. Au moment même où se tient cette réunion, le CDEN est en train d'entériner des décisions, la plupart néfastes, pour la rentrée 2012.

Depuis 5 ans à l'Assemblée Nationale, il a constaté que, sous tous les Ministres qui se sont succédés, l'École a été dégradée. Comme l'a dit François Hollande, « Nicolas Sarkozy nous aura aussi laissé une dette éducative ».

Celle-ci est due à la règle imbécile du non remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite, à la suppression de 80 000 postes mais aussi à la réformite de ce Gouvernement (ex. : suppression de la formation initiale dont la Cour des Comptes a souligné qu'elle n'avait généré presque aucune économie pour un résultat désastreux). Notre pays recule dans les classements internationaux (études PISA): ainsi le taux d'encadrement à l'École est inférieur de 15% à la moyenne de l'OCDE.

La Loire paie un lourd tribut avec 54 postes supprimés sur les 65 de l'Académie (Loire, Rhône et Ain), s'ajoutant aux 25 postes supprimés l'an dernier. 33 classes vont fermer, dans le monde rural comme dans l'urbain. Cela se traduit aussi par la suppression des postes hors classe : 25 postes de remplaçants en moins. Les élèves fragiles vont être durement touchés : 6 RASED supprimés, les postes pour les enfants du voyage, élèves à besoins pédagogiques particuliers : IME, CMPP... 6 conseillers pédagogiques en moins. Ce sont des postes moins visibles, mais cela touche des matières qu'on veut revaloriser : musique, EPS, sciences...

L'effet cumulé de ces suppressions fait que le système éducatif est maintenant atteint qualitativement. Nicolas Sarkozy avait promis la fin des fermetures en 2012, et renouvelle cette promesse non tenue pour 2013 !

La formation est détricotée : cf. les écoles d'application de Soleymieux et de Montreynaud qui vont devenir des écoles normales.

La fin de la scolarisation des moins de trois ans, comme cela ressort du rapport rendu récemment, est un vrai problème. La maternelle, enviée par nos voisins européens, et la scolarisation précoce, sont des fondamentaux. On est passé de 30% à 13% de deux ans scolarisés. Le privé, lui, peut les accueillir sans restriction ce qui explique en partie la fuite vers le privé dès la maternelle, aussi CP et CM1.

Arlette BERNARD, conseillère générale de la Loire, membre du CDEN :

D'abord dire le choc devant le « comité d'accueil » qui a reçu les manifestants devant le CDEN ce vendredi 16 mars : des CRS suréquipés pour accueillir les enfants et leurs parents...

Les objectifs affichés en ouverture du CDEN étaient, bien entendu, ambitieux et généreux : réussite de tous, qualité... mais les suppressions de postes étaient quand même au rendez-vous.

Le Directeur d'Académie a annoncé quelques mesures complémentaires, tenant compte des mobilisations rencontrées dans les écoles, à condition que les effectifs soient au rendez-vous à la rentrée, pour les écoles de :

- Saint-Julien d'Oddes
- Violay
- Francs-Maçons
- Feurs Limay
- Saint-Georges Hauteville
- RPI Saint-Sixte

Et peut-être 2 classes supplémentaires : Roche-la-Molière Pontin et Charlieu maternelle.

Bien qu'on soit au bout du bout, l'Académie prétendant que la Loire n'est pas attractive, demande à ce qu'on fasse mieux avec moins.



Questions / réponses :

- **Que prévoit François Hollande pour les postes de conseillers pédagogiques, notamment en art ?**

BJ: idée d'un plan d'éducation artistique sur l'ensemble de la scolarité, qui se traduira par une augmentation des postes de conseillers pédagogiques. Il est ici question d'ouverture d'esprit: art, EPS, culture commune que doit acquérir chacun. Celle-ci doit être assise sur des savoirs académiques et des compétences, mais l'acquisition scolaire ne peut se limiter à cela, elle doit s'asseoir sur une culture large et contribuer à l'éveil, à l'émancipation. Sinon les inégalités jouent à plein.

- ***L'utilisation de l'informatique dans les collèges et les lycées repose sur des postes d'assistants d'éducation, payés au SMIC, avec de grosses responsabilités (administrateur d'un réseau de 400 postes!). Y aura-t-il des créations de postes d'informaticiens parmi les 60 000 postes ?***

Comme pour la question précédente, c'est la même chose pour les technologies de l'information : les inégalités culturelles et sociales jouent à plein si l'École n'est pas en capacité d'apporter la maîtrise de ces outils (ex : mobilisation des sources de Wikipédia). François Hollande va s'exprimer prochainement sur « l'e-education ». Mettre les technologies au service de l'éducation nécessite des moyens.

L'Éducation nationale est probablement l'employeur qui a le plus de contrats précaires : il faudra, en plus des 60 000 postes, lancer un plan de lutte contre la précarité.

- ***Comment refonder l'École quand il y a tant d'avis différents, au sein même de la communauté éducative? Quelle est le projet en matière de formation des enseignants, y aura-t-il un retour à l'alternance (école d'application) qui est indispensable? Nécessité d'un retour sur le fichage (ex: BASELEVES) qui est une atteinte réelle à la liberté de chacun.***

Un consensus unanime n'arrivera probablement jamais. C'est pourquoi il faudra d'abord proposer un dessein pédagogique : ce scrutin donnera une légitimité démocratique aux grands axes de ce dessein. Ensuite, les détails seront réglés par la concertation et la négociation. Par exemple : la suppression de la semaine de 4 jours ne sera pas négociable, mais son application sera discutée avec les syndicats de l'Éducation et y compris avec les collectivités locales.

Sur la formation, l'objectif est de mettre le paquet : maintien du principe de la masterisation en changeant le contenu, celui-ci sera à négocier. L'idée de base est, à la fac, de proposer non seulement des contenus disciplinaires, mais aussi des contenus pratiques. La formation passera obligatoirement par de l'alternance pour une entrée progressive dans le métier. Il y aura création d'écoles supérieures de professorat avec un statut d'autonomie forte par rapport à l'Université (cf. IUFM). Avancer le concours est une piste peut-être dès la deuxième année, mais ne suffira pas. Il faudra proposer un « prérecrutement », avec des bourses conséquentes, pour que ces étudiants n'aient pas besoin de travailler pendant leurs études.

Le fichage mis en place par la droite avait été accompagné de sanctions lourdes pour les enseignants courageux qui avaient refusé de le pratiquer. Nous ne pouvons accepter ce fichage qui n'a aucune visée pédagogique : nous reviendrons dessus.

- ***Quid de l'autonomie des établissements scolaires? Quid de l'évaluation des enseignants par les chefs d'établissement ?***

L'évaluation des enseignants ne peut pas être exclusivement du fait du chef d'établissement qui n'a pas la connaissance disciplinaire. L'évaluation doit se faire sur la base d'un regard croisé entre les enseignants et le chef d'établissement sur la participation à la vie de l'établissement.

L'autonomie pédagogique que François Hollande veut donner aux établissements, c'est donner plus de pouvoir d'agir pour dédoubler les classes, conduire des projets pluridisciplinaires, cela passe par une augmentation de la dotation horaire dans le secondaire. A ne pas confondre avec l'autonomie de la droite qui se traduit par une caporalisation des chefs d'établissement (que Luc CHATEL, en bon ex DRH de l'Oréal, appelle des « patrons »).

- ***L'École ne peut pas être en charge de tous les aspects de la citoyenneté, il faut définir un périmètre de l'action scolaire et se décider à changer de regard.***

Il ne faut pas confondre missions et programme. On ne peut pas mettre un signe « = » entre le contenu et les missions. L'École est bien le lieu de l'enseignement de la morale républicaine et laïque. Par contre, les programmes sont en effet trop chargés, à tous les niveaux.

Le PS a commandé il y a un an un sondage sur ce que les Français pensaient de nos propositions : cela a été la douche froide, notamment sur le caractère sélectif, les devoirs à la maison, le redoublement... qui sont très demandés, d'abord par les catégories les moins aisées.

- ***ATD Quart Monde a fait un travail de longue haleine et a fait 64 propositions. L'École ne doit pas être un amplificateur de différences. Proposition de créer un espace parents dans chaque école pour mieux intégrer les parents d'élèves en difficulté. Problème de l'orientation: les « pauvres » sont envoyés dans le technique. Apprentissage de la parentalité, parents ayant besoin de soutien.***

Il faut défendre le collège unique, cela ne veut pas dire uniforme. Une des conséquences de la crise scolaire, la privatisation de la remédiation scolaire (Academia...): coûte 300 millions d'euros en réduction d'impôts.

Bravo à ATD pour son travail. L'espace parents est une proposition qui ne sera pas reprise car il profiterait d'abord aux parents bien intégrés, qui n'en ont pas besoin. Il y a nécessité d'un accompagnement au suivi de la scolarité, notamment les familles monoparentales (expériences intéressantes dans différents départements: « écoles des parents »).

- ***Pilotage des écoles primaires: la fonction de directeur est de plus en plus difficile. Quelle déclinaison des 60 000 postes ?***

Il n'est pas pertinent de faire des établissements d'enseignement primaire. En revanche, il faut donner plus de moyens aux directeurs, notamment davantage de décharge pour mieux encadrer et soutenir les équipes.

Répartition des 60 000 postes :

- entre 14 000 et 16 000 postes pour le rétablissement de la formation initiale ;
- puis, école du premier degré : surtout des enseignants, y compris spécialisés ;
- puis ZEP ;
- puis second degré : enseignants et autres métiers (santé, orientation, psychologues...).

La rentrée 2012 va être très difficile à améliorer, notamment en raison de l'absence de liste complémentaire dans le second degré.

- ***Quel projet pour la formation professionnelle ?***

Il faut revaloriser les lycées professionnels. Il y a d'abord besoin de moins d'élèves par classe. C'est, en partie, un problème de moyens. Il faut des passerelles plus importantes entre la voie générale, le professionnel et le technique. Celles-ci doivent fonctionner dans les deux sens. Il faut revaloriser l'estime du pays pour ces filières, développer des filières d'excellence professionnelles. Il faut rompre avec une orientation systématiquement subie, par l'échec.

- ***Accueil du handicap à l'école, formation des enseignants spécialisés ?***
Contrairement à ce que prévoit la loi de 2005, il faut laisser la liberté de choix de l'établissement à la famille. Dans les écoles supérieures de professorat, tous les enseignants seront formés et sensibilisés au handicap. Les AVS devront être formés et non précaires.
- ***Décentralisation de la protection de l'enfance et moyens des Conseil généraux ?***
L'État doit honorer ses engagements, notamment en donnant les moyens qui vont avec les transferts de compétences.

Le projet éducatif de François Hollande n'est pas seulement un projet scolaire. L'École est le premier maillon. François Hollande veut redonner à l'École les moyens d'être l'outil de l'égalité réelle et pas seulement de l'égalité des chances.

Compte-rendu : Isabelle Dumestre.